

# Leurs guerres, nos morts.

Dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 novembre, une série d'attentats ont ensanglanté Paris et Saint-Denis faisant 130 morts. Nous condamnons ces attaques meurtrières et nos pensées vont tout d'abord aux blessé-es et aux proches des victimes, auquel-les nous adressons tout notre soutien.

Ces attentats ont été commandités par Daech, une organisation politique et militaire réactionnaire d'inspiration salafiste, née dans le chaos de la répression du peuple syrien par Bachar al-Assad et des interventions militaires occidentales au Moyen-Orient. À la guerre menée depuis des années par les États-Unis et leurs alliés – dont la France – en Irak et en Syrie répondent aujourd'hui des actes terroristes, dont les exécutants sont aussi recrutés, en Europe même, dans une frange stigmatisée et souvent reléguée de la population. Et ce sont les populations civiles, ici comme là-bas, qui font les frais de cette mécanique guerrière. Leurs guerres, nos morts.

Dans ce contexte, l'État français prétend mener une guerre contre le terrorisme mais les bombardements en Syrie et en Irak, avec les dommages collatéraux qu'ils provoquent, viennent avant tout entretenir la spirale de la guerre et nourrir le mythe du « choc des civilisations ». D'autant que, dans le même temps, le gouvernement maintient des relations cordiales avec l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, premiers soutiens logistiques de Daech, et ne lève pas le petit doigt pour retirer le PKK (Parti des travailleurs kurdes) de la liste des organisations terroristes, alors que les révolutionnaires kurdes luttent en première ligne face à la sauvagerie organisée par Daech.

Les conséquences politiques de ces attentats apparaissent aujourd'hui clairement : tandis que les réactionnaires de tous poils vomissent leur haine raciste et se déchaînent contre les musulman-es, le gouvernement cherche à installer un climat d'union nationale pour légitimer une intensification des opérations militaires au Moyen-Orient et pour justifier la mise en place de nouvelles mesures sécuritaires. Or non seulement ces mesures mettent en danger les libertés publiques mais en plus les restrictions des libertés n'ont jamais permis d'assurer la sécurité des populations. Elles ont par contre toujours été utilisées pour étouffer les contestations et les mobilisations sociales. En prolongeant l'état d'urgence, qui permet la suspension de nombreux droits démocratiques et la légalisation de mesures répressives de grande ampleur, mais aussi en proposant de modifier la Constitution pour y inscrire la possibilité de recourir à un « régime civil d'état de crise », le chef de l'État a clairement montré qu'il faisait le choix de renforcer les dispositifs liberticides. Et que dire du coût de ces mesures, à l'heure où les droits sociaux (éducation, santé, logement...) sont rognés sous prétexte de crise économique ?

Face à cela, nous pensons qu'il faut au contraire enrayer la surenchère va-t-en-guerre en mettant un terme aux interventions militaires tous azimuts qui n'ont jamais permis d'endiguer le djihadisme. Les politiques militaristes et impérialistes sont en partie responsables de la situation actuelle et poursuivre dans ce sens ne mènera qu'à une surenchère incontrôlable et dramatique, dont les premières victimes seront les populations civiles. Sur le plan intérieur, nous opposons à la logique de l'escalade guerrière celle de la solidarité et nous appelons à ce que les mobilisations sociales se poursuivent. Nous nous opposons aux annulations de manifestations décrétées par les pouvoirs publics et nous appelons les organisations du mouvement social à maintenir leur calendrier de mobilisation. L'« union nationale » qu'on cherche à nous imposer est une manière de faire taire la lutte sociale, ce que nous refusons et dénonçons. L'extrémisme religieux doit être combattu, quelles qu'en soient les formes, mais cela ne peut se faire ni en rognant les libertés de toutes et tous, ni en stigmatisant une partie de la population en raison de ses origines ou de sa religion.

À ce titre, nous maintenons notre pleine solidarité avec les revendications des migrantes et migrants, qui vont continuer de subir les stigmatisations et la répression voire être confondus avec les tueurs de Daech alors qu'ils en sont pour certains les premières victimes : notre lutte sociale est internationaliste et antiraciste, ce ne sont pas les mesures liberticides qui l'étoufferont.

